

9 - ACTION ECONOMIQUE	
93 - Agriculture, pêche, agro - industrie	41.51
Aide à la mécanisation des entreprises de travaux sylvicoles et d'exploitation forestière (investissement)	

PROGRAMME(S)

93.20 - Création de valeur ajoutée et d'emploi

TYPOLOGIE DES CREDITS

AA

OBJECTIF :

Il s'agit d'améliorer la productivité de ces entreprises, dans le cadre d'une mécanisation adaptée et raisonnée des opérations liées aux travaux sylvicoles et à l'exploitation forestière.

CADRE REGLEMENTAIRE :

- Sous-mesure 8.6.2 relative à la mécanisation des entreprises de travaux sylvicoles et d'exploitation forestière du PDR Bourgogne,
- Règlement communautaire CE 1407/2013 relatif aux aides *de minimis*.

BENEFICIAIRES :

Petites et moyennes entreprises actives dans le domaine des travaux sylvicoles ou de l'exploitation forestière et ayant leur siège social en Bourgogne.

NATURE ET MONTANT DES AIDES :

Matériels éligibles :

- porteurs,
- débusqueurs,
- câbles-mâts,
- remorques forestières,
- équipement forestier d'un tracteur agricole (poste inversé et protections notamment),
- broyeurs tractés,
- broyeurs automoteurs,
- machines d'abattage (abatteuses ou pelles munies d'une tête de bûcheronnage ou d'une cisaille),
- têtes de bûcheronnage,
- cisailles,
- équipement forestier d'un camion-grumier (uniquement l'installation d'une grue),
- tracks ou chenilles améliorant la portance des engins forestiers.

Dans le cas d'engins avec des systèmes hydrauliques, ceux-ci devront être chargés en huile hydraulique biodégradable.

Les matériels d'occasion et les consommables (huile de chaîne par exemple) ne sont pas éligibles. Les investissements de simple remplacement ne constituent pas des dépenses éligibles. Toutefois, ne sont pas considérées comme un simple remplacement et sont éligibles les dépenses d'acquisition d'un bien entièrement amorti au plan comptable, selon les normes comptables en vigueur.

Un dossier est éligible à compter de 15 000 € d'investissement HT.

Les dépenses engagées dans le cadre d'opérations de crédit-bail sont éligibles selon les modalités et conditions suivantes :

- a) Le bailleur reçoit l'aide qui est utilisée pour réduire les loyers versés par le preneur pour les biens faisant l'objet du contrat de crédit-bail.
- b) Les contrats de crédit-bail doivent comporter une période de rachat ou prévoir une période de bail minimale de cinq ans.
- c) En cas de fin de contrat anticipée qui n'aurait pas été approuvée par les autorités compétentes, le bailleur rembourse aux autorités concernées la part de l'aide correspondant à la période de bail restant à courir.
- d) L'achat du bien par le bailleur, justifié par une facture acquittée ou une pièce comptable de valeur probante équivalente, constitue la dépense éligible.
- e) Les coûts autres et liés notamment au contrat de crédit-bail tels que les taxes, marges du bailleur, coûts de refinancement, frais généraux et frais d'assurance sont exclus des dépenses éligibles.
- f) L'aide versée au bailleur doit être utilisée intégralement au profit du preneur soit par la voie d'une réduction uniforme de tous les loyers sur la période du bail, soit selon un échéancier des réductions fixé par une clause du contrat ne pouvant excéder la durée du bail.
- g) Le bailleur apporte la preuve que l'aide sera transférée intégralement au preneur en établissant une ventilation des loyers ou en appliquant une méthode alternative fournissant une assurance équivalente.
- h) Les coûts visés au point e, l'utilisation des bénéfices fiscaux résultant de l'opération de crédit-bail et les autres conditions du contrat doivent être équivalents à ceux applicables en l'absence d'aide.
- i) Une convention tripartite (autorité de gestion ou organisme intermédiaire, bailleur, preneur) est nécessaire pour déterminer les missions et les responsabilités de chacun.
- j) Une copie du contrat de bail est à fournir au service en charge de l'instruction de l'opération.

Conditions d'éligibilité :

L'aide est conditionnée à la fourniture d'un plan d'entreprise détaillant le rayon d'action de l'entreprise et le tarif moyen d'achat de ses prestations.

Taux d'aide :

Dans le cadre de la mesure 8.6.2 du PDR Bourgogne, subvention (dans la limite du budget annuel alloué) (tous financeurs publics confondus et avec un taux de cofinancement du FEADER de 53%) de :

- 20% pour les matériels de débardage (n'est pas inclus dans cette catégorie l'équipement forestier d'un camion-grumier),
- 15% pour les autres matériels,
- majoration de 5% dans le cas d'une entreprise de moins de trois personnes.

Ces aides s'inscrivent dans le cadre du régime *de minimis*. Dans ce cadre, le montant brut des aides *de minimis* octroyées à une même entité économique ne peut excéder 200 000 € sur une période de trois exercices fiscaux consécutifs.

Les aides pourront donc être plafonnées du fait des aides *de minimis* déjà délivrées sur cette période.

Plafonds :

- porteurs : 260 000 €,
- débusqueurs : 260 000 € pour un débusqueur 6 roues, 250 000 € pour un débusqueur 4 roues à grue ou à pince, 220 000 € pour un débusqueur 4 roues à câbles,
- câbles-mâts : 250 000 €,
- remorques forestières : 70 000 €,
- équipement forestier d'un tracteur agricole : 45 000 €,
- broyeurs tractés : 35 000 €,
- broyeurs automoteurs : 350 000 €,
- machines d'abattage (abatteuses ou pelles munies d'une tête de bûcheronnage ou d'une cisaille) : 400 000 €,
- têtes de bûcheronnage ou cisaille : 100 000 €,
- équipement forestier d'un camion-grumier : 115 000 €,
- tracks ou chenilles améliorant la portance des engins forestiers : 16 000 € par paire.

Dans le cas d'engins livrés avec des tracks ou des chenilles améliorant la portance, les plafonds correspondants sont majorés de 16 000 €.

Notation et sélection des projets:

Les contreparties FEADER sont attribuées dans le cadre d'une procédure de sélection. Chaque projet se verra attribuer une note reflétant l'impact de l'engin sur le sol. Cette note sera obtenue en divisant le poids en charge de l'engin (en tonnes) par la surface au contact du sol (en m²).

Pour les porteurs et les ensembles tracteur-remorque, on additionnera le poids à vide des engins équipés et la charge utile (données constructeur) pour connaître son poids en charge.

Pour les débusqueurs et les tracteurs équipés forestiers en configuration de débusqueur (équipés d'un treuil par exemple), on additionnera le poids à vide des engins équipés et la charge utile (calculée en multipliant la puissance de l'engin en CV par 0,0025 t) pour connaître son poids en charge.

On estimera que pour les machines d'abattage le poids à vide est équivalent au poids en charge.

Dans le cas de dossiers ne portant que sur un tracteur équipé forestier en configuration de porteur (c'est-à-dire destiné à tracter une remorque) ou un équipement d'abattage ou de débardage (remorque ou tête de bûcheronnage par exemple), la note sera établie sur la base de l'ensemble de débardage ou d'abattage au sein duquel sera associé l'investissement considéré.

Pour la surface au contact du sol, on multipliera le nombre de roues par la largeur des pneus au carré. Dans le cas des véhicules équipés de tracks ou chenilles, on multipliera la largeur des chenilles par la distance entre les axes pour estimer la surface au contact du sol.

Les matériels avec une note d'impact supérieure à 9 t/m² ne pourront pas être financés.

A l'issue de chaque session de sélection, les matériels avec une note inférieure seront financés par ordre croissant des notes attribuées et dans la mesure des possibilités financière de l'enveloppe attribuée à ce dispositif.

Il est précisé que les matériels ne quittant pas le réseau des dessertes forestières (camions-grumiers et câbles-mâts notamment) ont, par défaut, une note de 0.

MODALITES D'INSTRUCTION ET DE PAIEMENT :

Les demandes d'aides sollicitant des contreparties FEADER sont instruites dans le cadre de sessions de sélection faisant l'objet d'arrêtés précisant les dates d'ouverture et de clôture de la session, la date limite de complétude des dossiers et les enveloppes de contreparties FEADER.

Le dossier de demande d'aide est à retirer à la région.

L'aide sera versée sur présentation de la preuve de l'acquittement des dépenses éligibles, à savoir :

- soit les copies des factures, attestées acquittées par les fournisseurs, ou pièces comptables de valeur probante équivalente,
- soit les copies des relevés de compte du bénéficiaire, faisant apparaître le débit correspondant et la date de débit.

Un acompte de 80 % maximum de l'aide publique pourra être versé à la demande du bénéficiaire sur présentation de factures acquittées.

Engagements du bénéficiaire :

Le bénéficiaire s'engage à conserver le matériel subventionné au minimum 5 ans à compter du paiement final de l'aide. Il est toutefois possible de remplacer un matériel devenu obsolète ou endommagé au cours de cette période, à condition que le matériel de remplacement soit acquis à un prix supérieur au prix de revente du matériel subventionné (le cas échéant) et que le matériel de remplacement soit conservé jusqu'à la fin de la période minimale d'engagement. Il est précisé qu'aucune aide ne pourra être accordée pour financer ce matériel de remplacement.

Constitution d'un dossier de demande d'aide :

Le dossier de demande d'aide est à retirer à la région.

CRITERES D'EVALUATION :

- Nombre d'entreprises aidées
- Répartition des aides par type de matériel
- m3 de bois supplémentaires mobilisés grâce aux équipements aidés.

TEXTES DE REFERENCES

- Délibération n° ---- du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 12 et 13 janvier 2017